



CNT

**CONFEDERATION NATIONALE DU TRAVAIL
SYNDICALISME DE LUTTE DES CLASSES
AUTOGESTIONNAIRE ET SANS PERMANENTS**

6 heures par jour et 30 heures par semaine !

Qui croirait encore aujourd'hui, que dans l'ensemble des pays du monde, des politiques de croissance boosteront le marché du travail et créeront de l'emploi ! Selon l'OIT (l'Organisation internationale du travail), le chômage mondial continuera de croître si aucune politique en faveur de l'emploi n'est mise œuvre d'ici 2016. Les chiffres officiels en 2012 évaluent que sur les 3,3 milliards de travailleur-r-se-s dans le monde, 200 millions d'entre eux/elles sont à la recherche d'un emploi. Avec un taux de croissance économique mondiale de 2 %, illes seraient 12 millions de plus en 2016. Mais avec une croissance mondiale de 4 %, « seul-e-s » 6 millions s'ajouteraient aux 200 millions.

Au delà d'un doute tenace quant à la réalité des chiffres officiels indiquant 6 % chômage, le premier constat indique lui que même avec une croissance positive le chômage perdurera !

Le deuxième constat confirme que si la guerre économique peut permettre à un pays de doper sa croissance économique, ce sera au détriment d'un autre qui lui subira la récession !

La lutte de classe, version bourgeoise, est transversale et sans frontière et la croissance économique ne serait être homogène. D'une part, l'État du pays compétitif ne tient à soutenir un pays en récession qu'au prix avantageux (exportations, spéculations...), alors que pour le peuple perdant la règle doit s'imposer : se serrer encore plus la ceinture avec des droits sociaux qui dégringolent et un taux de chômage battant ses propres records.

D'autre part, alors que dans le pays compétitif, les gagnant-e-s se contre-foutent des travailleur-r-se-s pauvres, un pays en crise et/ou pauvre ne chasse pas ses riches pour autant, ceux-ci sont maîtres chez eux/elles et fructifient leur capital où bon leur semblent...

De plus, la « morale » néo-libérale nourrit la compétition entre puissances souveraines et privées, accentuant le processus de concurrence et de dumping social tout en vantant sa loi économique comme seule capable d'apporter le bonheur pour tou-te-s.

De fait le troisième constat est aveuglant : puisque aucune politique économique ne tient à remettre en cause ni la crise du capitalisme, ni même le totalitarisme des financiers, la misère s'amplifiera ces prochaines décennies (chômage, précarité, fascisme, guerres, famines, migrations...).

TRAVAILLONS TOU-TE-S, MOINS, ET AUTREMENT !

De la division du travail à sa précarisation

Avec le capitalisme les facteurs de crise tiennent aussi du mode de consommation : classe aisée et classe ouvrière consomment à qui mieux-mieux, donc au moindre coût possible, participant à la concurrence exacerbée et, attaquant de fait le droit du travail. Le consumérisme, obligatoirement cautionné par les travailleur-r-se-s est subtilement véhiculé par les classes dirigeantes (patron-e-s, bourgeois-e-s, politicien-ne-s) et les transnationaux (industries, banques, etc). Mais c'est d'abord cette classe qui bénéficie des applications économiques depuis les révolutions industrielles précédentes en favorisant la division du travail pour son profit, toujours au détriment du travail, de l'environnement et de la santé.

L'accroissement de la division du travail est associé à l'expansion du capitalisme et de sa production économique, ainsi qu'à un système productif complexe, favorisant notamment la circulation des biens. La division du travail amplifie l'interdépendance économique et l'expansion du commerce. Ainsi, elle est limitée par la taille du marché, aussi plus ce dernier occupe de place dans le champ de la société, plus son pouvoir tentaculaire s'impose dans celle-ci, marginalisant, ou détruisant les rapports sociétaux improductifs en termes de valeur marchande. L'évolution économique de ces dernières décennies a considérablement renforcé la division du travail, mais encore de sa division sociale.

**Plus d'infos sur www.cnt-f.org
cnt@cnt-f.org**

**Confédération Nationale du Travail
33 rue des Vignoles 75020 Paris**

Chaque secteur de la société produisant des biens, ou des services est parcellisé et atomisé ; car en concurrence entre tous, même lorsqu'il y a complémentarité, telle est la loi du marché. Aussi chacune des unités produit d'abord pour elle-même et pour son profit. Constatons que cette hyper rationalisation, multipliant les spécialisations, tient nécessairement du management des modes de gestion de production (productivisme accrue, flux tendu, sous-traitance, externalisation, économie du coût du

travail et précarisation de son temps, flicage...).

Bref, au/à la travailleur-r-se reste l'obligation à sa compétence professionnelle (au détriment d'une qualification), à un droit de bosser au moindre coût, à sa servilité (et alors de pouvoir consommer), à (si elle est possible) une protection sociale (capitalisée). Ainsi, à sa propre marchandisation ! En somme, l'esclave de la *modernité*. Aussi, deux options s'imposent au/à la prolétaire : filer droit, ou être sans travail !

L'inégale répartition du temps de travail et le maintien d'une pression économique sont constitutifs du « management » des travailleur-r-se-s entre eux/elles, les mettant en concurrence pour mieux défavoriser l'expression de leur conscience de classe. La réduction du temps de travail est de tout temps considérée inenvisageable par le patronat et le capitalisme d'État – condition sine qua non pour garder leur supériorité arbitraire indiscutable et contribuant à une redéfinition de l'offre et de la production qui ne serait pas à leur avantage et entraînerait une baisse de profit.

Rappel : après avoir pillé les pays du Sud au prix de millions de vie, le capitalisme a admirablement structuré le chômage sous toutes les latitudes en mondialisant la production.

En premier lieu, pour rogner le coût du travail les industriels ont délocalisé la production des pays d'origine vers de nouveaux, plus pauvres, faisant miroiter à leurs populations qu'une fois à l'usine, elles vivraient décentement et pourront consommer... En vérité, avec le soutien musclé des gouvernements et des instances internationales (ONU, FMI, Banque mondiale, etc) cette classe ouvrière est contrainte à des conditions de travail criminelles, à des salaires de misère...

Puis, la plaie capitaliste a exacerbé la concurrence entre tous les producteurs/rices de biens et de service, toujours avec le soutien des politiques (exemple des privatisations, délocalisations à répétition...). De fait les populations qui vécurent hors d'un capitalisme omniprésent, après être transformées en salariés-e-s ont aujourd'hui le

chômage qui les guettent tout autant que les prolétaires occidentaux/ales.

En troisième lieu, les financiers/ères ont juxtaposé le coût du travail en valeur boursière, ainsi qu'en transformant emprunts et crédits en dettes... Il suffit par exemple de spéculer sur la capacité et la pertinence de produire avec rentabilité et profit ; pour une entreprise, une entité publique, ou un État qui a besoin de crédits. Mais les spéculateurs/rices eux-mêmes s'en retrouve piégé-e-s ; si de prime abord, la spéculation reproduit une plus value sans se fatiguer, la confrontation entre actionnaires (privé-e-s et publiques) ne tarde pas et ainsi, collectivement, après quelques *effets boules de neige* notre société, à tous ses échelons, est asphyxiée par son surendettement.

Au final, les seul-e-s à ne pas être au contentieux sont les riches ! Et profitant du fatalisme populaire endémique, illes restent les décideur-r-se-s du « progrès » ou (et surtout) du malheur du plus grand nombre d'individu-e-s.

Autre rappel, le coût du travail relève des deux aspects intrinsèques : le temps de travail et le salaire. Or pour vivre décentement, si un bon salaire est essentiel, il convient que tou-te-s en perçoivent un. De plus, grâce aux technologies actuelles et à la productivité qu'elles engendrent, la possibilité de réduire le temps de travail est une évidence. Enfin, pour que chacun-e puisse avoir un travail et un salaire à la hauteur des besoins élémentaires, la réduction et le partage du temps de travail sont nécessaires. Ce qui est économiquement viable, notamment et en premier lieu en investissant équitablement avec la richesse accumulée par une minorité. C'est la condition sine qua non d'une humanité qui œuvre contre l'inégalité et la misère.

En agissant sur le levier de la réduction et du partage du temps de travail le prolétariat pointe plusieurs solutions. La première consiste à contrer la violence capitaliste et à reprendre la richesse produite par le travail, nourricière de la spéculation financière et de la corruption économique et politique.

IMPOSONS LE PARTAGE ÉGALITAIRE DES RICHESSES !

Quelques chiffres (officiels) entre 2008 et 2010 et dans le monde

- 910 millions de travailleur-r-se-s pauvres, soit 30 % de la population active.
- Dont plus de 600 millions survivent avec moins de 1,25 dollar/jour.
- 1,5 milliard de travailleur-r-se-s sont en situation d'emploi vulnérable.
- 13,4% de jeunes de plus de 18 ans sont sans emploi, en parallèle 215 millions (13,6 %) d'enfants triment... Dont 80 % ne sont pas payés.
- Plus de 600 millions de travailleur-se-s sont sans contrat (travail noir, économie informelle...).
- 214 millions de migrant-e-s, ou déplacé-e-s, alors qu'elles étaient 150 millions en 2000.
- 1 milliard de sans-abri, ou qui vivent dans des logements précaires, dont 100 millions d'enfants vivant dans la rue.

Plus discrètement, sur le boulevard d'à coté...

- Le plus important plan de renflouement financier de l'histoire des banques : 7 770 Mds (milliards) de dollars pour sauver les banques américaines.
- La BCE (Banque européenne) peut soutenir les banques de sa zone à hauteur (officielle) de 1000 Mds d'euros. Sans compter ce que les États de l'UE (France, Allemagne, Royaume Uni...) détiennent également une capacité financières et l'ont déjà prouvé en 2009...
- Parmi les sociétés (holdings, entreprises, banques...) les plus riches, on trouve en 2010, en chiffre d'affaires et en dollars : Wal-Mart Stores 422 Mds, Royal Dutch Shell 378 Mds, Exxon Mobil 354... Mais on n'oublie pas HSBC, Général Motors, Wells Fargo, Total, Coca Cola, Nestlé, Gazprom, Microsoft, IBM, RIO Tinto, Caxa Bank ou BNP Paribas. Vitrol par exemple (matière première) fait un chiffre d'affaire de 289 Mds de dollars avec seulement 2600 salarié-e-s, etc.
- En 2012, les vingt individu-e-s les plus fortuné-e-s détiendraient à eux/elles seul-e-s plus de 680 Mds de dollars et les 1 226 milliardaires de la planète (chiffre officiel et minimum) se partageraient plus de 4 600 milliards. Sont exclu-e-s du triste palmarès, les têtes couronnées et les plus de onze millions de millionnaires – une espèce nuisible envahissante.

FAUT-IL RAPPELER QUE L'EXTENSION DES RICHES FAVORISE LA MISÈRE !

Par voie de conséquence et réciproquement réprime les travailleur-r-ses !

Travailleur-r-ses du monde pour la journée de 6 heures
Welt Arbeiter-innen für den Sechstundentag

6 saat gün Dünya işçi

6時間の日のための世界の労働者

Trabajadores del mundo para el día de 6 horas

世界工人的 每天 6 小时

Пролетарии всех стран в течение дня 6 часов

Workers of the World for the day of 6 hours

تاعاس 6 مویل مل اعلا لامع



CONFÉDÉRATION NATIONALE DU TRAVAIL

33 rue des Vignoles 75002 PARIS
créé en 1907 / 0810 00 09 67
www.cnt.org

Arrêtons-là le tableau dégoûtant qui fait vomir et participons au grand jeu !

1 - Trouve la société citée ci-dessus qui n'a jamais essuyé un scandale financier, trempée dans des pots de vin, ou détourné des fonds, dissimulé au fisc, ou fomenté d'autres actes répréhensibles par la loi, ou la morale ?

2 - Mais par contre qui est reconnue pour son engagement en son sein pour la justice sociale, un salaire honorable à ses ouvriers/ères et employé-e-s aux bas de l'échelle professionnelle, des conditions de travail non néfastes pour la santé, protège contre la précarité ?

Réponse : Aucune !!!

Avec des dizaines de milliers de milliards de dollars (ou d'euros, de yens...) dans les actions, les coffres, les paradis fiscaux et les « produits » fonciers sur les cinq continents, quels arguments faut-il encore pour démontrer que le capital écrase l'ouvrier/ère ? Combien de calculs savants faut-il encore faire pour démontrer qu'il y a largement de quoi nourrir sept milliards d'individu-e-s et de partager le travail entre toute la classe ouvrière ?

COMBAT INTERNATIONAL POUR UNE REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Exigeons, imposons !

La reconnaissance de la classe ouvrière mondiale doit s'imposer et le droit du travail être un fait historique et non un « droit » juridique mis en place par des législations, mais bien constitutif de la place indiscutable et principale que tient le prolétariat sur l'échiquier de la mondialisation.

Le mode de reproduction étant mondialisé et l'économie globalisée, le prolétariat doit aspirer, pour espérer à la paix et combattre toutes les divisions (du travail, nationales, ethniques, religieuses, culturelles, en fait de la classe ouvrière) homogénéiser le temps de travail, afin de ne laisser aucun-e travailleur-se au ban du droit prolétarien.

Le travail salarial n'excédera pas 6H00/jour – 30H00/hebdo – 1410 l'an (5 semaines de congés payés, jours fériés non compris et dimanche jour de repos obligatoire - ou un autre jour selon les coutumes...). Ce temps de travail sera non flexibilisé, ou uniquement à l'avantage du/de la travailleur-se. Sa réduction ne sera pas établie au détriment du salaire. Au contraire pour les plus démunies, des augmentations de salaires substantielles sont exigées au prorata du coût de la vie selon les pays et selon les besoins d'existence élémentaires, basiques, qui font tant défaut de par le monde.

Les conséquences

- Un partage du travail et de son temps libre, plus de temps pour chacun-e à se former, à se cultiver, à flâner...
- Une protection sociale pour tou-te-s.
- La contractualisation du travail sous le contrôle des instances ouvrières (les syndicats...)
- Supprimera le travail au noir à grande échelle et l'économie parallèle.
- Une reprise économique ; la crise économique est un sous-produit du capitalisme
- Une position prépondérante du prolétariat dans la société d'aujourd'hui, à condition de ne pas remettre son droit entre les mains des partis et des gouvernements ; le prolétariat continue de subir les conséquences des expériences passées des gouvernements de gauches...
- Etc.

Les conditions pour cela et auparavant :

- Une reprise en main de la lutte des classes.
- Une construction internationaliste des syndicats de lutte de classe, seules organisations à être les réelles héritières du prolétariat non inféodé, totalement indépendants des partis politiques et des institutions soi-disant démocratiques, mais supplétifs de la bourgeoisie et du capitalisme.
- Une construction réelle pour la fraternité internationale, quel que soit les origines idéologiques des camarades, il ne s'agit pas de déconstruire un potentiel internationaliste du prolétariat, mais de prendre en compte l'Histoire des luttes de toutes les régions du monde, chacune à sa/ses propre(s) expérience(s) de lutte et de solidarité, chacune tient de sa praxis pour un combat commun, pour l'intérêt commun.
- La revendication du temps de travail et de son partage ne fera pas de l'ombre à des nombreuses autres, plus spécifiques ou non, ponctuelles ou non. Au contraire, la revendication permettra de drainer l'ensemble des exigences légitimes, du moment qu'elles soient propres aux intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière.



**ABONNEZ-VOUS AU
COMBAT SYNDICALISTE**

Je m'abonne pour 11 numéros (1 an) au prix de 30 € (soutien), 22 € (standard), à partir du numéro :

Si réabonnement, merci de cocher la case :

NOM PRÉNOM ADRESSE

PROFESSION MAIL

Chèque à l'ordre du *Combat Syndicaliste* à renvoyer à : *Combat syndicaliste* c/o CN 31 - 18, av. de la Gloire, 31500 Toulouse

ABONNEMENT GRATUIT ➡

Si vous souhaitez recevoir gratuitement le *Combat Syndicaliste* pendant 3 mois ou le faire découvrir à un-e ami-e, complétez le bulletin ci-contre sans cocher aucune case.